

Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	Version du 21/04/2022
Article du PSN	73.02
Fiche PSN n°	Investissements agricoles non productifs
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	Protection des cours d'eau et des sols
Objectifs particuliers du document de mise en œuvre	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc)	<p>2 appels à projets par an : du 1^{er} mars au 1^{er} juin puis du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre afin d'être en accord avec les décisions budgétaires des financeurs et des maîtres d'ouvrages (syndicats).</p> <p>Paiement dissocié pour permettre un cofinancement des contrats territoriaux des agences de l'eau (à confirmer)</p>
Description de l'intervention	
A. Actions éligibles	
Liste des investissements/actions éligibles	<p>Les coûts éligibles portent sur les dépenses en lien avec au moins un des thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en défens de zones sensibles (zone humide, cours d'eau, rivière...) avec les mesures d'accompagnement (terrassment, clôtures, abreuvoirs avec réseaux et pompage, franchissements de cours d'eau, passage à gué...) - l'implantation de haies, d'alignements d'arbres intra-parcellaires et d'éléments arborés linéaires ou en bosquets (par exemple : matériel végétal, paillage, protection des plants, travaux de préparation du sol, création de talus, travaux de plantation, travaux sur les haies et arbres implantés qui ne s'apparentent pas à de l'entretien, matériel pour la plantation, pour la protection des plants et pour l'entretien des haies...) - la restauration de milieux spécifiques (par exemple : matériel de colmatage de drains en zone humide, travaux de remise en état de milieux spécifiques)

	<ul style="list-style-type: none"> - la mise en place de dispositifs anti érosifs de type fascines si elles sont combinées à une plantation de haies hydrauliques, destinés à ralentir les ruissellements et/ou les coulées boueuses - la restauration de murets hors berges de rivières et de mares (par exemple : travaux de remise en état et petit matériel spécifique,...) dans le cadre de projet à l'échelle du bassin versant pour lutter contre l'érosion ou en mesure compensatoire de la mise en défens. - la restauration de la qualité de l'eau (par exemple : aménagement végétalisé des exutoires de drains et fossés de drainage, bassins tampons végétalisés hors vocation gestion des crues et rétention de l'érosion des sols tel que pratiqué en viticulture par exemple) - seul le lamier d'élagage est éligible, - les frais généraux liés à ces actions, assistance à maîtrise d'ouvrage et/ou maitrise d'œuvre associé aux investissements (prestation facturée), ainsi que les études à visée opérationnelle débouchant sur des travaux
Inéligibilités	<p>Sont exclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coûts d'entretien des plantations - les travaux, investissements ou équipements de simple remplacement, - les investissements de mise aux normes en vigueur au moment de l'appel à candidatures ou nécessaires à une obligation légale ou réglementaire (compensation suite à destruction/constat d'arrachage...) - les investissements financés dans le cadre d'un contrat de crédit-bail - les matériels d'occasion et les consommables - la location-vente de matériels - les taxes, redevances et impôts inhérents au projet (TVA...) - les frais salariaux - la dépense liée à la main d'œuvre en autoconstruction. - les travaux financées par les fonds Natura 2000 - l'acquisition de droits de production agricole ; - l'acquisition de droits au paiement ; - l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée ; sauf aux fins de la protection de l'environnement ou de conservation de sols riches en carbone, ou l'acquisition de terres par de jeunes agriculteurs par l'intermédiaire d'instruments financiers ; dans le cas des instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final, ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent <p>l'acquisition d'animaux d'élevage, de plantes annuelles, ainsi que les plantations de ces dernières, à des fins autres que (i) la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'évènements catastrophiques, (ii) la protection des troupeaux contre les grands prédateurs, (iii) la protection des races menacées telles que définies à l'article 2 du Règlement UE n°2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ou (iv) la préservation des variétés végétales rares dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont définies par les États membres, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 26 du règlement (UE) [RPDC], à l'exception du haut débit, des énergies renouvelables, de la protection contre les inondations et de la protection des côtes

	<ul style="list-style-type: none"> - les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs climatiques et environnementaux conformes aux principes de gestion durable des forêts tels que définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement ; - les actions d'entretien des infrastructures agroécologiques qui relèvent des MAEC - les actions relevant de la mise en œuvre d'obligations réglementaires, y compris les mesures compensatoires prescrites dans le cadre de procédures réglementaires
Conditions d'admissibilité	<p>Conditions générales d'éligibilité : L'investissement doit être réalisé sur le territoire de la Région Bourgogne Franche-Comté et sur une surface agricole.</p> <p>Pour l'acquisition de matériel, le lieu de réalisation de l'investissement est défini par la localisation du siège social du bénéficiaire qui doit être situé en Région Bourgogne Franche-Comté. Pour les projets portés par des exploitations agricoles, celles-ci doivent avoir leur siège social en Bourgogne-Franche-Comté. Dans les sites Natura 2000, les travaux éligibles devront être conformes aux dispositions des documents d'objectifs des sites Natura 2000. Les investissements doivent être associés à un projet global en faveur de l'environnement validé par l'animateur du contrat de territoire ; il doit attester de la cohérence de l'opération avec le projet global de territoire et/ou son articulation avec d'autres opérations. Les travaux sur les haies et arbres implantés sont conditionnés au caractère obligatoire de cette dépense afin de garantir les objectifs initiaux de l'investissement. Le matériel est éligible uniquement pour les structures collectives telles par exemple les CUMA ou les collectivités.</p> <p>Conditions relatives au demandeur de l'aide : Le demandeur de l'aide ne doit pas être en procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation. Lorsque le bénéficiaire est soumis aux régimes de protection sociale agricole, il doit être quitte, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle l'aide est sollicitée, de ses obligations concernant le paiement des cotisations et contributions légalement exigibles au titre de ces régimes. Les personnes bénéficiant d'un échéancier de paiement sont réputées s'être acquittées de leurs obligations (point réglementaire à actualiser)</p>
Lignes de partage PSN	<p>Fiche intervention 73.01 : les investissements productifs agricoles relèvent des fiches d'intervention 73.01. Fiche intervention 73.04 : les travaux financés par les fonds Natura 2000 ne sont pas éligibles à cette mesure, ils sont éligibles dans le cadre de la fiche intervention 73.04 « Préservation et restauration du patrimoine naturel et forestier dont, sites Natura 2000 ». Fiche intervention 70.27 : les actions d'entretien des infrastructures agro-écologiques ne sont pas éligibles à cette mesure, elles relèvent des MAEC forfaitaires « Transition des pratiques ».</p>
Lignes de partage FESI	<p>FEDER : L'article 59 du RDR prévoit qu'une dépense cofinancée par le FEADER n'est pas cofinancée par une participation des Fonds structurels, du Fonds de cohésion ou d'un autre instrument financier de l'Union. Ainsi, l'aide accordée au titre du dispositif « investissements non productifs en faveur de l'environnement » n'est pas cumulable avec une aide accordée au titre du FEDER pour un même projet.</p>
B. Bénéficiaires éligibles	

Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	Peuvent bénéficier de l'aide : - les agriculteurs personnes physiques ; - les agriculteurs personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, etc.) ; - les structures collectives (CUMA, Groupement d'Intérêt Economique) ; - les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche, les fondations, associations et organismes de réinsertion sans but lucratif détenant une exploitation agricole et exerçant une activité agricole. - les associations dont les associations syndicales autorisées, - les établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, les syndicats mixtes, les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux,
Nature et montant de l'aide	
A. Nature de l'aide	
Subvention / IF	Subvention.
B. Taux d'aide	
Taux de base	Le taux d'aide publique est de : - 80% en cas général - 100% uniquement pour les associations de protection de l'environnement agréées Le taux de cofinancement FEADER est de 80 %.
Majoration(s)	
C. Calcul du montant de la subvention	
Plancher (en dépenses éligibles)	Non
Plafonds (en dépenses éligibles)	Non
Sur-plafonds	Non

Modalités de versement (acomptes ?)	Non
Procédure	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<p>Base des critères de sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis de la collectivité de bassin versant détenant légalement, par transfert, ou délégation la compétence GEMAPI - approche technique globale au niveau des parcelles en termes de restauration environnementale du milieu visés par le projet (par exemple en zone d'élevage, pas de point d'abreuvement sans clôture ...) <p>Notation « diagnostic » Projet en cohérence avec un diagnostic à l'échelle du bassin versant suivi par l'autorité GEMAPIENNE (25 pts)</p> <p>Notation « agroécologie » Porteur de projet engagé MAEC système (8 pts) o Porteur de projet certifié AB ou en conversion (8 pts) Porteur de projet adhérent à un GIEE ou à un groupe 30 000 (5 pts) Suivi par le porteur d'une formation sur une thématique liée à l'agroécologie ou l'obtention d'une certification environnementale (HVE par exemple) (2 pts) Collectivité en 0 phyto (2 pts) </p> <p>Notation « Ampleur des résultats attendus » Projet porté par une association environnementale ou une structure GEMAPI (10 pts) Projet porté par un GIEE (5 pts) Projet porté par une CUMA (5 pts) Porteur de projet membre du réseau DEPHY (5 pts) </p>
Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	